

Monsieur Gérald DARMANIN
Ministre de l'intérieur et des outre-mer

Monsieur Abdelhamid FADDEOUI
Président du GES

Monsieur Jean-Baptiste THELOT
Président du SESA

Monsieur Sofiane ABOUBEKER
Président de l'ADMS

Monsieur Patrick LANZAFAME
Président du GPMSE

A Paris, le 11 avril 2024

Monsieur le ministre de l'Intérieur et des outre-mer,
Messieurs les Présidents des organisations patronales de la branche prévention
sécurité,

Cette année, La France va accueillir les jeux olympiques et paralympiques.

Dans le contexte politique mondial et les menaces terroristes sur notre territoire, la
sécurité est un enjeu capital pour la réussite de cet événement planétaire.

La sécurité privée est l'un des acteurs essentiels de notre pays avec plus de 180 000
salarié(e)s, constituant première force de sécurité intérieure, devant les effectifs de
police et gendarmerie.

Pourtant, une fois de plus, nous sommes les oubliés de ce grand événement.

Comme lors de la crise de la COVID 19, nous allons être les soldats invisibles de la
première ligne.

Ces jeux olympiques et paralympiques s'annoncent comme une catastrophe sociale pour notre secteur, déjà fortement pénalisé par son manque d'attractivité et son image déplorable.

De très nombreux salariés nous interpellent déjà sur les pratiques annoncées par leurs entreprises :

- Suppression des congés payés
- Planification sans repos hebdomadaire
- Non-paiement des heures supplémentaires effectuées
- Aucune contrepartie financière
- Planification « forcée » sur des missions « jeux olympiques » sans aucune notion de volontariat

Notre organisation syndicale et les salariés n'acceptent pas cette situation.

L'Etat a su à juste titre trouver des moyens pour nos amis policiers et gendarmes, avec notamment des primes (pouvant aller jusqu'à 1900 euros), notre secteur, avec l'aide de l'Etat et du comité d'organisation doit également mettre des moyens pour les salariés mobilisés pour ce grand événement.

Il n'y aura pas de Jeux Olympiques et Paralympiques réussis sans l'appui actif de la sécurité privée.

Vous voulez une sécurité assurée par des professionnels garants d'un bon déroulement des jeux ?

Nous voulons une reconnaissance financière pour l'engagement des salariés mobilisés.

En espérant, Monsieur le ministre, Messieurs les présidents que notre demande aboutira rapidement à un engagement sérieux et significatif qui permettra de mobiliser et satisfaire nos collègues.

Dans l'attente, nous vous adressons Messieurs, nos plus respectueuses salutations.

Stéphane BOUDON
Président

